

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 16/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAS CARRIERES DE LA MONTAGNE NOIRE

Saint Chipolis - Route d'Arfons
81110 DOURGNE

Références : 81-CCAM-2022-41
Code AIOT : 0006802142

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2022 dans l'établissement SAS CARRIERES DE LA MONTAGNE NOIRE implanté Saint Chipolis et Route d'Arfons 81110 DOURGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée fait suite à un signalement de la part d'un habitant de Dourgne qui rapporte un atmosphère poussiéreuse dans le village à cause des poussières minérales provenant des camions de transport de matériaux.

Aucune carrière n'est directement visée par ce signalement, mais l'inspection a jugé bon de contrôler les poids-lourds au départ des installations de la carrière de la Montagne Noire, qui traversent obligatoirement le village.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES DE LA MONTAGNE NOIRE
- Saint Chipolis et Route d'Arfons 81110 DOURGNE
- Code AIOT : 0006802142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de calcaire de la Montagne Noire est située en amont de Dourgne. Autorisée par l'arrêté

préfectoral du 29 août 2013 pour une durée de 30 ans, elle produit au maximum 450 000 t par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions prises pour limiter l'envol de poussières lors du transport des matériaux au départ des installations de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Poussières et transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article PP 6 et PP 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques camions sortent des installations avec un chargement qui n'est pas bâché. Il s'agit de véhicules qui ne sont pas équipés de bâches, notamment de petits poids-lourds d'entreprises locales ou des camions de type 6x4 dont les bennes ne peuvent pas en être équipés. En cette période de sécheresse, l'aspersion des matériaux transportés au départ de la carrière n'est pas possible car la ressource en eau dont dispose le site est limitée à un seul bassin de rétention dont le niveau est au plus bas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Poussières et transport des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article PP 6 et PP 12
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les matériaux fins chargés dans les camions sont arrosés avant leur départ de la carrière et les remorques sont bâchées. Depuis le site de la carrière, les camions évacuant les matériaux empruntent la RD 12 puis rejoignent la RD 85. L'exploitant réduit au maximum les nuisances à la population lorsque les poids-lourds qui transportent les matériaux traversent le village de Dourgne. À ce titre, il prendra a minima des dispositions pour faire : <ul style="list-style-type: none">- respecter la limitation de vitesse en vigueur dans le village,- bâcher les camions lorsqu'ils sont susceptibles de générer des poussières.
Constats : Sur la douzaine de camions chargés de granulats en provenance des installations de la carrière, deux ne sont pas bâchés : le petit camion d'une entreprise locale et le camions de type 6x4 dont la benne ne peut être équipée d'une bâche, transportant des granulats 0-20. Pour mémoire, l'article 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, impose un bâchage ou une aspersion des matériaux lorsqu'ils ont une granulométrie inférieure ou égale à 5mm. Tous les semi-remorques vus lors de cette inspection étaient bâchés et la plupart appartenaient à des entreprises tierces (TGO, LACLAU, GRANIER OCCITANIE, etc.).
Observations : La carrière de la Montagne Noire ne peut pas, en cette période de sécheresse, arroser le chargement des camions. En effet, sa seule ressource en eau est celle contenue dans le bassin de rétention du site dont le niveau est très bas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet